

La Réunion régionale africaine de Revue du Programme d'action d'Almaty débute à Addis Abeba

Addis Abeba, 16 juillet 2013 (CEA) - La Réunion régionale africaine de Revue sur la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty a débuté ce matin, au Centre de conférence des Nations Unies, à Addis Abeba. Les objectifs de la réunion, entre autres, sont d'évaluer les progrès accomplis dans l'établissement des systèmes de transports de transit efficaces en Afrique et de formuler des mesures politiques appropriées pour surmonter les problèmes particuliers des pays en développement sans littoral.

Dans son allocution d'ouverture, M. Carlos Lopes, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a noté qu'il était opportun que la réunion se tienne en Ethiopie, un pays qu'il a dit « se transformait et a prouvé qu'il était possible pour un pays sans littoral de s'extirper de la pauvreté ».

« La croissance de l'Ethiopie est propulsée par des facteurs tels que les investissements publics et privés importants, l'amélioration de la gestion macroéconomique et la part croissante des secteurs de production et des services dans l'économie », a-t-il dit.

Il a souligné que la croissance actuelle que connaissent de nombreux pays africains sans littoral symbolise l'essence du Programme d'action d'Almaty, qui était de surmonter les défis particuliers des pays en développement sans littoral. « Cette performance met ces pays dans la ligue des pays à plus forte croissance dans le monde, et témoigne du potentiel de croissance des pays en développement sans littoral, si les bonnes conditions sont rassemblées », a-t-il dit.

M. Lopes a souligné les progrès accomplis dans la facilitation du commerce et des infrastructures, tels que le concept de guichet unique qui est basé sur des plateformes électroniques courants. Ceci, a-t-il dit, a considérablement réduit la paperasserie et les délais de transaction. En outre, les systèmes de garantie des douanes et des postes d'arrêt unique aux frontières ont été introduits pour réduire les délais de transport, tout en sécurisant les recettes douanières.

« L'unique poste d'arrêt à la frontière entre la Zambie et le Zimbabwe, à Chirundu, montre comment le

coût des échanges en Afrique australe peut être considérablement réduit en simplifiant les procédures frontalières », a-t-il dit,

Il a invité les participants à examiner les initiatives de facilitation des transports et du commerce existant en Afrique et d'exprimer clairement la valeur que le Programme d'Almaty ajoute à ces initiatives. Il a exhorté les délégués à garder à l'esprit les progrès réalisés dans les négociations de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) sur la facilitation des échanges et a souligné que les interventions faites dans le cadre du Programme d'action d'Almaty pourraient faciliter la mise en œuvre des dispositions envisagées par l'OMC. Il les a également encouragé à examiner la corrélation entre le Programme d'action d'Almaty et le Programme de développement après 2015 en cours.

Il a également assuré aux participants le soutien continu de la CEA aux efforts visant à répondre aux besoins particuliers des pays sans littoral et de transit de l'Afrique, en vue de renforcer leur capacité à participer au commerce international.

Pendant ce temps, une réunion préalable de Groupe d'experts chargés d'examiner le rapport d'une étude de la CEA sur *l'état d'avancement de la mise en œuvre des instruments et mesures de facilitation du commerce et des transports en Afrique* a eu lieu. L'étude révèle que l'Afrique ne manque pas d'instruments juridiques pour régir la facilitation du commerce et des transports.

L'étude examine les conventions et les protocoles existants couvrant un large éventail de sujets, tels que la libre circulation des personnes et des biens, les douanes et la facilitation du commerce, les installations maritime et portuaire, le transport routier inter-Etat ; et l'assurance, entre autres. L'étude conclut que le principal défi semble être le manque de mise en œuvre et l'application de ces instruments. Par conséquent, le transport de transit et le commerce en Afrique continuent d'être marqués par de longs retards, de nombreux barrages routiers, des paiements illégaux à des fonctionnaires corrompus, problèmes d'insécurité et de lourdes procédures douanières et de transport. Tout cela entraîne des coûts élevés de transport sur les routes de transit, ainsi que des incertitudes dans les opérations de transport.

Ont également prononcé des discours, lors de la séance d'ouverture, M. Ahmed Shide, Ministre des finances et du développement économique de la République fédérale démocratique d'Ethiopie, M. Saleumxay Kommasith, Représentant permanent de la République démocratique populaire du Laos auprès des Nations Unies et Président du Groupe des pays en développementsans littoral; M. Gyan Chandra Acharya, Sous-Secrétaire général et Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

Publié par:

La Section des communications extérieures et des relations avec les médias

Commission économique pour l'Afrique

BP 3001

Addis-Abeba (Éthiopie)

Tél. +251 11 551 5826

Adresse électronique : ecainfo@uneca.org [1]

www.uneca.org [2]

Source URL: <http://www.uneca.org/fr/media-centre/stories/la-reunion-regionale-africaine-de-revue-du-programme-daction-dalmaty-debute>

Links:

[1] <http://www.uneca.org/fr/contact/ecainfo/uneca/org>

[2] <http://www.uneca.org>